

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA)

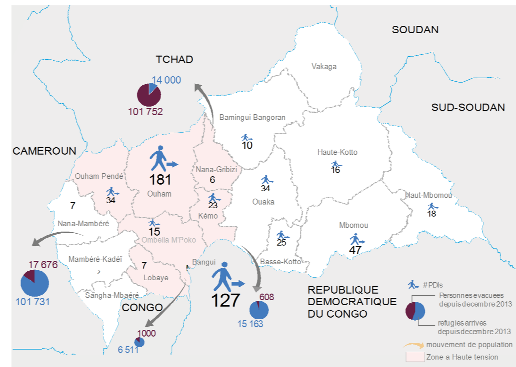
Rapport de situation No.30 (au 17 juin 2014)



Ce rapport est produit par OCHA RCA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 11 au 17 juin 2014. Le prochain rapport sera disponible aux alentours du 26 juin 2014.

Faits saillants

- Le nombre de PDI dans la capitale continue de baisser, avec les personnes retournant chez elles dans la mesure du possible. Les derniers chiffres montrent 117 400 PDI dans 40 sites à Bangui, une baisse de 7% par rapport à la semaine passée.
- Des efforts pour améliorer les données sur le nombre de PDI en dehors de Bangui, sont en cours.
- 79 pour cent des PDI manquent de moyens financiers pour rentrer chez eux selon la dernière enquête sur leurs intentions, comparée à 68 pour cent pour l'enquête précédente.
- Selon UNHCR, 101 731 réfugiés ont traversé la frontière de la RCA vers le Cameroun depuis décembre 2013.
- Selon l'UNICEF, au moins 277 enfants ont été mutilés et 74 tués au cours des six derniers mois.



542 400

PDI en RCA

117 400

PDI dans 43 sites à Bangui et dans les familles d'accueil (une baisse par rapport aux 126 600 de la semaine dernière)

565 millions de dollars

Plan de réponse stratégique (SRP) 2014 révisé

1,9 million

personnes vulnérables ciblées par le SRP pour l'aide humanitaire

35%

Financement reçu (environ 192 millions de dollars) dans le cadre du SRP révisé

4,6 millions

Population de la RCA

2,5 millions

Personnes ayant besoin d'une assistance

Sources: OCHA, CMP, Cluster Protection et FTS

Aperçu de la situation

La commission mouvement de population (CMP) reporte une nouvelle estimation du nombre de PDI à 117 400 dans la capitale Bangui, contre 126 600 la semaine précédente, et 133 500 deux semaines avant. L'un des sites les plus petits, celui du monastère de Boy-Rabe, s'est vidé. Au total, il y a encore plus de 40 sites de déplacés dans la capitale. Selon la CMP, il y a des preuves de quelques retours en dehors de Bangui, dans les préfectures nord-ouest de l'Ouham-Pende et de l'Ouham, qui sont estimées avoir le plus grand nombre de PDI. Des mesures plus concrètes ont été prises cette semaine pour recueillir des données secondaires (provenant de diverses sources) sur les personnes déplacées à l'extérieur de Bangui afin d'actualiser les statistiques de déplacés à l'échelle nationale. Plusieurs zones de déplacement interne ont été identifiées et cartographiées par la CMP. Le processus vise les deux sites de déplacés et les personnes déplacées vivant dans des familles d'accueil. Une carte sur les tendances de déplacement et l'analyse contextuelle sera publiée prochainement.

Entretiens, à Bangui, plus d'efforts sont faits pour trouver des sites alternatifs pour les personnes déplacées, en particulier pour les plus de 40.000 vivant aux alentours de l'aéroport de la capitale. Après avoir examiné les

résultats des évaluations multisectorielles (EAH, CCCM, abris et protection), la sécurité autour des sites alternatifs a été évaluée (Recommandations par les forces internationales sont attendues dans bientôt) et un partenaire a été identifié pour nettoyer le site avant le début de sa mise en place par les partenaires EAH et abri. Le cluster CCCM travaille étroitement avec le Gouvernement pour identifier des alternatives pour les personnes déplacées vivant dans les sites les plus à risque.

Du 19 au 23 mai, l'OIM a mené la 5^{ème} enquête sur les intentions de retour des personnes déplacées. Les animateurs OIM des sites ont interrogé 575 PDI de 34 sites à Bangui. Comparativement à l'enquête d'avril, le pourcentage de personnes déplacées déclarant ne pas avoir les moyens financiers pour rentrer chez eux a augmenté de 68 à 79 pour cent. Le pourcentage de PDI déclarant ne pas se sentir en sécurité dans leur quartier a également enregistré une hausse, passant de 64 à 71 pour cent. 60 pour cent de PDI ont répondu qu'ils ont l'intention de retourner à la maison dans les quatre prochaines semaines. Les besoins les plus cités ont été le logement (33 pour cent), la sécurité (24 pour cent) et les articles non alimentaires (14 pour cent). Les PDI sont dans une situation financière désespérée: 98 pour cent ont déclaré emprunter de l'argent et 88 pour cent ont vendu leurs outils de travail ou consommé leur stock de semences. l'enquête est disponible sur CARresponse.iom.int.

L'UNICEF a enregistré 277 enfants qui ont été mutilés et 74 qui ont été tués au cours des six derniers mois. Les chiffres réels sont beaucoup plus élevés, disent-ils, notamment les décès et les maladies causés par l'effondrement des services de base. Le 14 juin, trois personnes ont été tuées dans le quartier PK5 de Bangui, lors d'affrontements avec des milices d'auto-défense.

Selon le HCR, depuis mars 2013, 101 731 réfugiés ont traversé la frontière RCA-Cameroun. Du 22 mai au 8 juin, 62 777 personnes ont bénéficié d'une distribution générale de vivres du PAM dans les régions frontalières avec pour cible les réfugiés et les migrants.

Les activités de l'OIM d'argent-contre-travail (pour nettoyer les rues, les marchés et les gouttières) embauchent maintenant un total de 450 personnes dans les 3^{ème} et 5^{ème} arrondissements. Le 16 juin, le programme a été élargi de 150 à 300 jeunes dans le 3^{ème} arrondissement. Le programme de stabilisation communautaire de l'OIM a permis d'acheter et installer dix écrans géants dans les lieux publics dans les 3^{ème} et 5^{ème} arrondissements pour permettre aux résidents de regarder les matchs de football de la Coupe du Monde. Le Premier Ministre de la RCA, André NZAPAYEKE, a appelé à mettre fin à la violence au cours de la coupe du monde.

La FAO a distribué des semences (riz, maïs et arachide) et des outils à 61 000 familles d'agriculteurs (76 pour cent des 80 000 familles visées initialement) afin de sauver la campagne agricole 2014. 27 000 ménages ruraux à travers le pays devraient recevoir des kits agricoles à la fin juin. Durant la mise en œuvre de l'opération, la demande en termes de distribution de semences est en constante augmentation, plus de ménages d'agriculteurs souhaitant cultiver ont été identifiés. L'objectif de la FAO a été augmenté à plus de 88 000 familles. Bien que la saison agricole principale se termine en fin juin, la FAO appuiera encore 30 000 familles en distribuant des outils et des semences de sorgho, de haricot, de sésame et de mil dans le cadre du cycle court de la saison agricole. La plantation de ces cultures est prévue en fin juillet. La FAO a également obtenu le soutien supplémentaire des donateurs pour renforcer la résilience de 50 000 familles en plus, dont la majorité provient des associations de femmes, pour les aider à augmenter leurs capacités financières, les techniques agricoles et la protection sociale pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Financement

Le plan de réponse stratégique (SRP) a besoin de 565 millions de dollars. Seulement 35 pour cent du financement a été reçu (199 millions de dollar). Le relèvement précoce, l'éducation, la nutrition et les abris d'urgence sont les secteurs les moins financés. Les principaux bailleurs de fonds sont les Etats-Unis (67 millions de dollar), la commission européenne (29 millions de dollar), le Royaume-Uni (25 millions de dollar) et le CERF (20 millions de dollar).

Tous les partenaires humanitaires, y compris les donateurs et les Agences bénéficiaires, sont encouragés à informer le Service de suivi financier d'OCHA (FTS - <http://fts.unocha.org>) du décaissement et des contributions en nature par e-mailing : fts@un.org

Réponses humanitaires



Sécurité alimentaire

Besoins:

- Un renforcement de l'assistance alimentaire et nutritionnelle est nécessaire. Les résultats de la Phase de Classification Intégrée (PCI) multi-agence du mois d'avril, montre une situation précaire de la sécurité alimentaire. Selon le PCI, environ 45 pour cent de la population rurale, soit 1,7 million de personnes, sont en situation d'insécurité alimentaire. Les agriculteurs touchés par la crise ont besoin d'assistance pour la campagne agricole en cours. Ceci permettra d'éviter une grande crise nutritionnelle et l'insécurité alimentaire dans les prochains mois.

Les résultats d'une évaluation conjointe économique PAM/FAO ont révélé l'impact important de l'insécurité sur le marché, le secteur des transports et le secteur agricole et leurs effets sur la sécurité alimentaire. Les résultats ont montré des besoins croissants pour une assistance humanitaire afin de sauver des vies et de reconstruire les moyens de subsistance.

Réponse:

- Du 1^{er} au 16 juin, le PAM et ses partenaires ont fourni une assistance de 1 310 tonnes de vivres à environ 133 000 personnes.
- Dans le cadre de la campagne agricole, le PAM a distribué 1 747 tonnes de vivres à plus de 138 000 personnes (près de 28 000 ménages) depuis le début du programme de protection des semences en avril (chiffres du 1^{er} avril au 15 juin). Selon le PCI, plus de 71 pour cent de bénéficiaires étaient situés dans des zones identifiées comme celles étant les plus en insécurité alimentaire à savoir Ouham, Ouham-Pendé et Nana-Mambéré.
- Les distributions sont focalisées particulièrement dans les préfectures nord-ouest de l'Ouham (14 000 familles) et de l'Ouham-Pendé (10 200), considérées comme des zones d'urgence selon le PCI d'avril 2014. 8700 familles dans l'Ombella Mpoko et 7 300 dans la Ouaka ont également reçu des kits agricoles.
- Le 17 juin, plus de 1 500 tonnes de semences ont été distribuées dans 12 des 16 préfectures du pays.
- La FAO a établi des partenariats stratégiques avec 17 ONG, dont les nationales, pour mettre en œuvre le plan de distribution aux familles d'agriculteurs dans le pays. Chaque famille reçoit deux houes et 25 kg de semences pour planter à temps et produire au moins 500 kg de nourritures pour leur nutrition pendant environ quatre mois.
- Les premières mesures ont été prises pour la mise en place de groupes de travail pour aborder au mieux la question de la transhumance, en particulier parmi la communauté Peuhle.

Besoins non couverts & Contraintes:

- Le PCI du mois d'avril a indiqué que 1,7 million de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire (comparée à 1,2 million en novembre), soit 500 000 personnes de plus qui ont besoin d'une assistance alimentaire dans le pays.
- Malgré l'augmentation de la fourniture de l'assistance et de la population assistée, les conditions routières et l'insécurité continuent d'être les principales contraintes pour la réponse humanitaire.
- La saison des pluies affectera les capacités de transport des kits agricoles à distribuer dans le pays (en particulier dans la région du Nord) comme les routes deviennent impraticables.
- Le PAM, en collaboration avec la FAO, recherche 1 million de dollars pour renforcer le cluster sécurité alimentaire pendant six mois.

1,25 million

de personnes vulnérables ciblées en 2014

- 180 millions de dollars nécessaires
- 86,8 millions de dollars reçus (48% des besoins couverts)
- 93,2 millions de dollars (besoins restants)



Protection

Besoins:

- Plusieurs de ceux qui sont affectés par le conflit, en particulier les enfants, ont besoin d'un soutien psychosocial.
- La prévention et la réponse immédiate à la séparation des familles est également critique.

2 millions

de personnes vulnérables ciblées en 2014

- 74 millions de dollars nécessaires
- 7,7 millions de dollars reçus (10,4% couverts du financement)

- Renforcer le plaidoyer avec les éléments et groupes armés afin d'assurer le respect des normes fondamentales des droits humains, y compris celles prévues dans les résolutions du conseil de sécurité de l'ONU concernant les enfants et les conflits.
- Les victimes de violence basée sur le genre (VBG) dans 26 sites de déplacés à Bangui, dans les 8^e et 3^e arrondissements de Bangui ainsi que dans d'autres endroits du pays ont besoin d'une assistance médicale et psychosociale.

- 66,3 millions nécessaires

Réponse:

- A Bossangoa, UNHCR a identifié et enregistré 147 familles de 202 personnes déplacées issues de deux villages (Bowara et Gbago) dans la région nord. Depuis le début de l'identification / enregistrement de nouvelles PDI venant à Bossangoa (début mai), UNHCR a enregistré un total de 585 familles de 1 139 personnes dont 604 hommes, 535 femmes, 227 enfants de moins de cinq ans et 11 personnes âgées, 94 femmes enceintes et allaitantes et 37 enfants non accompagnés et / ou séparés. Les familles ont reçu des kits complets en non vivres du HCR et ces enfants ont également été confiés à l'UNICEF.
- IRC a lancé la procédure de recherche des familles pour cinq enfants non accompagnés identifiés sur différents sites de déplacés à Bangui. Un enfant non accompagné a été réuni avec sa famille, tandis que deux autres enfants ont été placés en garde temporaire.
- IRC a sensibilisé 266 personnes sur le risque de la séparation des familles dans trois différents sites de déplacés à Bangui, portant le nombre de personnes sensibilisées sur ce thème à 963 288 depuis la détérioration de la crise en décembre 2013.
- Save the Children International et UTEFAJEDE (une ONG nationale) ont organisé une formation professionnelle de 50 adolescents vulnérables dans les 4e et 8e arrondissements de Bangui. Les bénéficiaires ont été formés sur différents domaines de leur choix dont la pâtisserie, la coiffure, la saponification, la soudure et la menuiserie.
- A Bangui et ses environs, FNUAP / COHEB et ACABEF ont fourni un soutien psychosocial et médical à 12 victimes de VBG identifiées.

Besoins non couverts & Contraintes:

- Le manque de financement reste un problème majeur et entrave la capacité des ONG à intervenir dans de nouvelles régions et en dehors de Bangui, en limitant les interventions de protection dans certaines régions.
- Les menaces contre le personnel et le vol du matériel de protection des enfants entravent la capacité d'intervention des acteurs de protection des enfants.
- À Bangui, le soutien médical adéquat pour les victimes de la violence basée sur le genre fait défaut dans 17 sites de déplacés, tandis que le soutien psychosocial pour les victimes de VBG manque dans 12 sites. En dehors de Bangui, les problèmes de sécurité limitent le soutien médical et psychosocial fourni aux victimes de la violence basée sur le genre dans les régions telles que Carnot, Kaga Bandoro, Nedele, Kabo et Moyen Sido.



Eau, Hygiène et Assainissement

Besoins:

- Besoin d'une assistance immédiate et à moyen terme en eau, hygiène et assainissement à environ 5 500 personnes relocalisées et déplacées et 6 000 personnes dans les communautés d'accueil à Moyen Sido.
- Fournir une assistance en eau, hygiène et assainissement pour la relocalisation de 20 000 PDI des secteurs 4, 8, 5 et 6 aux secteurs 2 et 11 du site de déplacés internes de M'poko.
- A Boda, les besoins en eau, hygiène et assainissement des PDI dans les communautés d'accueil et des retournés, doivent être identifiés.
- 12 000 retournés de Bohong (préfecture de l'Ouham Pendé) ont besoin d'un soutien en eau, hygiène et assainissement.
- 7 000 PDI à Grimari et 4000 à Bambari, ainsi que 92 personnes du pk12, relocalisées sur le site Elevage à Bambari ont d'une assistance en eau, hygiène et assainissement.

900 000

personnes vulnérables ciblées en 2014 pour les services en eau, hygiène et assainissement

- 27,5 millions de dollars nécessaires
- 9,8 millions de dollars (35,5% des besoins)
- 17,7 millions de dollars (besoins restants)

Réponse:

- Environ 127 632 PDI dans 27 sites ont bénéficié de la distribution de 520 m³ d'eau à travers le camionnage d'eau pour 29 084 personnes, en plus de ressources en eau sur place et de la connexion au réseau de distribution de la Sodeca.
- Kaga-Bandoro, site de l'Evêché: l'accès à l'eau pour 13 731 PDI a été amélioré (de 1,1 à 3,3 l/p/ j) à travers la réhabilitation d'un forage (installation d'une pompe). Une nouvelle réhabilitation du point d'eau existant est en cours. Un deuxième forage sera mis en œuvre sur le site, lequel portera la capacité de stockage à 30m³.

- Bossangoa: SODECA fourni 600 m³ à 35 000 personnes.
- Grimari, site Paroisse de Grimari: 30 m³ d'eau a été distribué aux 7 000 PDI, 5 points d'eau ont été réhabilités et 50 latrines d'urgence ont été construites (sur un total de 130). 1 250 ménages ont reçu 1 250 morceaux de savon et de bidons (20l).
- Bambari, site Notre-Dame de la Victoire: Des sessions de promotion de l'hygiène ont été organisées, ciblant 3 000 PDI.
- Ville de Bambari: 45 points d'eau ont été chlorés, pour un accès en eau potable à 11 000 personnes.
- Bambari, site de l'Evêché: Construction de 3 blocs de latrines d'urgence (2 pour les adultes et 1 pour les enfants), 2 blocs de douche et une fosse à déchets ciblant 835 PDI. 220 ménages ont également reçu du savon et des jerrycans (20l).
- Le 11 juin, une évaluation des points d'eau a été réalisée sur l'axe Bossangoa-Kaboro par ANEA / DRH 3 mais les activités de réhabilitation des points d'eau sont suspendues en raison de l'insécurité.

Besoins non couverts & Contraintes:

- En fin juin, la plupart des ONG internationales en eau, hygiène et assainissement n'auront plus de fonds pour poursuivre les activités dans les sites.
- Manque de plan de contingence pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement dans les régions hors de Bangui.
- Le manque de réponse opérationnelle coordonnée dans les domaines clés avec les populations à risques d'attaques, a entravé la synergie entre les acteurs humanitaires et l'application de l'approche "ne pas nuire".
- Manque de stratégie claire intégrée pour l'aide humanitaire à Bangui pour les retournés.
- Les structures d'évacuation des déchets solides et de boue sont insuffisantes autour de Bangui et ont besoin d'être réhabilitées.



Abri d'urgence et non vivres

Besoins:

- Environ 20 000 nouveaux déplacés dans la région de Bimbo ont besoin d'une assistance d'urgence en abris et articles non-vivres.
- Selon les résultats d'une récente évaluation de ACF, environ 8 000 PDI ont besoin d'une assistance en abri à Kouki dans la préfecture de Ouham.
- Dans le cadre du Mécanisme de Réponse Rapide, ACF a identifié environ 700 personnes ayant besoin d'assistance en articles non-vivres dans les villages de Darengo et de Bozele, au nord de Bossangoa, dans la préfecture de l'Ouham.

Réponse:

- IRC a fourni une assistance en articles non-vivres aux PDI du village Liwa, en dehors de Bambari dans la préfecture de l'Ouham Pendé.
- Solidarités a dû suspendre sa distribution des articles en non vivres à Kaga-Bandoro en raison de différends sur la liste des bénéficiaires à utiliser. L'organisation a accepté un processus de dialogue et d'examen conjoint des listes devant reprendre la distribution.

Besoins non couverts & Contraintes:

- La sous-préfecture de Markounda, dans le nord de la préfecture de l'Ouham est presque totalement inaccessible à la communauté humanitaire, rendant impossible l'acheminement de l'assistance aux personnes dans cette région.
- Les combats entre les groupes armés ont empêché les organisations humanitaires de travailler dans la sous-préfecture de Ngaoundaye de la préfecture de l'Ouham, empêchant la fourniture de l'assistance aux personnes de cette région.

703 975

personnes vulnérables ciblées en 2014 en abris d'urgence et non vivres.

- 33,5 millions de dollars nécessaires
- 6,4 millions de dollar reçus (19% des besoins)
- 27,2 millions de dollars restants



Coordination et Gestion des camps

Besoin:

- De solutions alternatives pour les PDI vivant dans les sites les plus à risque pour ceux qui ne peuvent pas revenir mais faisant face aux inondations.

Réponse:

- Mosquée centrale: Un coordonnateur du site de l'OIM travaille maintenant à plein temps à la mosquée centrale pour coordonner les efforts des partenaires

501 980

personnes ciblées.

- 20 millions de dollar nécessaires
- Aucun montant financé reporté par le cluster

humanitaires. Une infirmière de l'OIM a commencé la sensibilisation sur le lavage des mains à la mosquée centrale; elle est membre de la communauté et a choisi le lavage des mains comme étant la plus importante question de santé pour commencer les activités de sensibilisation. Au cours des deux premiers jours, 53 ménages ont été sensibilisés, et deux ou trois morceaux de savon ont été distribués par ménage selon le nombre de membres de famille.

- Le site de déplacés à l'extérieur de Bangui a été cartographié ainsi que les opérations CCCM à Bossangoa, Kaga Bandoro, Kabo, Moyen Sido et Boda ont été prises en charge.
- Boda: Le site des animateurs de l'OIM continue d'offrir des activités de facilitation du site dans tous les sites de PDI autour de Boda. L'OIM fait un enregistrement détaillé de toutes les personnes déplacées au sein de l'enclave musulmane. Ce processus a révélé qu'environ 3 546 personnes (938 ménages) dans l'enclave musulmane sont de l'extérieur de Boda. A Boda, l'animateur du site OIM de Bangui travaillant sur la violence basée sur le genre, organise sur le terrain, une formation pour ses collègues sur le cas d'identification de violence basée sur le genre.
- Kabo et Moyen Sido : L'OIM organise les activités de CCCM et de facilitation de site dans les sites de déplacés à Kabo et Moyen-Sido avec huit sites facilitateurs. L'OIM et INTERSOS travaillent pour actualiser les chiffres de la population locale et des PDI à Moyen-Sido aux fins de la distribution des semences. L'OIM a également entrepris un enregistrement de 3 496 PDI auto-relocalisés à Moyen-Sido. L'OIM facilite l'attribution de terres désignées par les autorités locales à Kabo et à Moyen-Sido pour les PDI réinstallées du quartier PK12 de Bangui. Chaque ménage recevra une parcelle de 25 m2 pour un logement; ceux qui sont intéressés recevront également un terrain de 50 m2 pour l'agriculture. Dans le Moyen-Sido, 460 parcelles ont été délimitées sur le site permanent du village et sont prêtes à être distribuées. A Kabo, toutes les 193 parcelles de logements ont été délimitées et seront bientôt attribuées lors d'une cérémonie de remise officielle. Pour l'agriculture à Kabo, 124 parcelles ont été délimitées et distribuées. Les bénéficiaires sont en attente de kits agricoles pour commencer la préparation du terrain.

Besoins non couverts & Contraintes:

- Avec le début de la saison des pluies, les partenaires et les acteurs CCCM trouvent rapidement des solutions aux PDI vivant dans les sites de déplacés à risque.
- Plus de financement sont nécessaires pour mieux répondre aux besoins en matière de gestion du site dans le pays et d'améliorer la communication avec les PDI.



Nutrition

Besoins:

- Environ 28 000 enfants seront touchés par la malnutrition aiguë sévère (MAS) en 2014 et 75 500 enfants souffriront de la malnutrition aiguë modérée (MAM). Ces chiffres pourraient augmenter en raison des facteurs aggravants (déplacement, insécurité alimentaire, faible accès à l'eau potable et à l'assainissement, augmentation de la morbidité et manque de services de santé) et le début de la saison pluvieuse.
- Environ 16 800 enfants souffrant de MAS sont ciblés pour le traitement en 2014.
- Environ 159 000 enfants de moins de 5 ans ont besoin d'aliments plus nutritifs. Un stock plus important et mieux financé est nécessaire pour éviter une détérioration de l'état nutritionnel pendant la saison pluvieuse.

Réponse:

- Depuis le 1^{er} janvier, 100 275 enfants ont été dépistés de la malnutrition. Ceci représente 28 pour cent des 360.000 enfants ciblés dans le SRP. Les enfants ont reçu des soins à travers les programmes thérapeutiques ambulatoires (PTA) sur les sites mobiles. Certains ont également été référés pour traitement dans des structures sanitaires existantes disposant de PTA et de composants du programme d'alimentation supplémentaires.
- Depuis le 1^{er} janvier, 9 056 enfants ont été admis au traitement de MAS dont 4 446 ont été guéris. Les taux de performance sont les suivants: Guérison: 80 pour cent (>= 75 pour cent); décès: 3 pour cent (<5 pour cent); par défaut: 17 pour cent (<15 pour cent). Ceci représente 54 pour cent de l'objectif du PRS des 16 800 enfants ciblés souffrant de MAS. De plus, 14 156 enfants sont guéris de la MAM avec les taux de performance suivants: Taux de guérison: 73,3 pour cent (> 75 pour cent); décès: 0,03 pour cent (<3 pour cent); défaut: 17,96 pour cent (<15 pour cent). 2 768 femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition ont reçu de suppléments nutritionnels. Un total de 3 200 personnes vivant avec le Vih/sida, sont inscrites dans les activités d'alimentation par ordonnance.
- Les préparatifs pour une enquête de nutrition SMART sont en cours. Les enquêteurs ont été sélectionnés et les outils de collecte de données et le budget ont été validés par le comité.

361 011

personnes vulnérables ciblées pour les services de nutrition en 2014 sur les 628 000 en 2014.

- 22,5 millions de dollars nécessaires.
- 3 millions de dollars reçus (13% des besoins)
- 19,5 millions de dollars nécessaires

- L'Unicef a fourni 80 boîtes de nourriture énergétique à l'hôpital Yaloke. Cela profitera à 342 enfants atteints de MAS dans les PTA.
- Une équipe technique a été mise en place pour soutenir le Ministère de la Santé pour actualiser le protocole national sur la gestion intégrée de la malnutrition aiguë dans la communauté. La finalisation et l'adoption du document sont prévues d'ici fin juillet.
- ACF a lancé des interventions nutritionnelles dans la préfecture de la Kemo. Cette activité comprend l'unité d'hospitalisation de l'hôpital de Sibut et 5 unités de consultation externe. Un renforcement progressif des interventions est prévu.
- Le PAM a signé un accord de partenariat avec AHA, Caritas Mbaiki et Save the Children pour répondre à la gestion de MAM dans 34 centres de santé dans la Lobaye, le Mbomou et le Haut Mbomo.
- 15 personnel de santé (5 médecins et 10 infirmières) dans 5 centres de santé ciblés ont été formés sur les activités de FBP (distribution, gestion de stocks, visites à domicile, sensibilisation à la nutrition).

Besoins non couverts & Contraintes:

- Faible couverture de la gestion communautaire des services de malnutrition aiguë en dehors de Bangui en raison des contraintes sécuritaires, qui ont entravé les efforts visant à intensifier les activités de nutrition et continuent à affecter les activités en cours dont celles de MSF-Espagne à Ndélé, Boguila et MSF-France à Carnot, SCI dans la région de Bambari et de Kaga Bandoro.
- Un autre obstacle à surmonter est le niveau extrêmement faible de financement.
- Peu de partenaires, et la faible capacité des partenaires d'exécution, limitent la réponse. Actuellement, 12 partenaires travaillent efficacement dans le programme de nutrition.
- Lacune dans la fourniture d'activités pour soutenir une alimentation appropriée du nourrisson et du jeune enfant.



Santé

Besoins:

- Nécessité de disposer de moustiquaires à travers le pays pour améliorer la protection contre le paludisme.
- Nécessité de fournir gratuitement des soins de santé dans le pays, dont à 24 500 personnes nouvellement affectées à Dekoa, Bouca et Kaga Bandoro.
- Des campagnes de vaccination supplémentaires doivent être effectuées pour les enfants vulnérables afin de prévenir les épidémies.

Réponse:

- Amélioration des capacités opérationnelles du centre national de transfusion sanguine (CNTS) par la fourniture d'équipement composé d'un congélateur d'une capacité de 700 litres et de sept réfrigérateurs d'une capacité de 280 litres, qui seront laissés dans quatre hôpitaux de Bangui (Hôpital communautaire, Hôpital de l'Amitié, Complexe pédiatrique des frères de Castors et la CNTS). En outre, un congélateur et un réfrigérateur de dons de sang d'une capacité de 700 litres chacun, ont été donnés à la CNTS. Cet équipement permettra d'améliorer les activités du CNTS et marquer, ainsi le début de la décentralisation des services à Bangui.

Besoins non couverts & Contraintes:

- Le sous-financement limite l'expansion des services de base aux populations vulnérables en dehors de Bangui, limitant le déplacement du personnel soignant et entravant l'assistance médicale.
- L'insécurité entrave la fourniture des services de santé et la gestion des informations sanitaires.



Education

Besoins:

- Etablir des espaces sûrs d'apprentissage temporaires (Etape) dans les sites de déplacés avec des activités éducatives, récréatives adaptées à l'âge des enfants et des services de protection de l'enfance pour 362 000 personnes.
- Nécessité de disposer des matériels récréatifs d'urgence, d'enseignement et d'apprentissage dans les Etape et les écoles.
- Besoin de formation psychosociale pour 5 000 enseignants.

878 000

personnes ciblées

- 64,3 millions de dollars nécessaires
- 18,7 millions de dollars reçus (29% de besoins)
- 45,6 millions de dollars (fonds requis)

350 000

personnes vulnérables sur les 400 000 ciblées en 2014 pour une éducation en situation d'urgence.

- 33 millions de dollars nécessaires
- 1,5 million de dollars reçu (4,5% du financement requis)
- 31,5 millions de dollars (fonds requis)

- Des activités de cantines scolaires sont nécessaires, particulièrement dans les préfectures ayant enregistré un faible taux de retour des élèves avec une cible de 400 000 personnes.

Réponse:

- Les activités d'éducation et de protection se poursuivent dans 118 Etape ciblant 23 600 enfants âgés de 3 à 18 ans.
- Une évaluation de tous les Etape est en cours.
- Vingt-quatre écoles accueillant 12 967 enfants, ont été réhabilitées.
- Les préfectures de Ombella M'Poko, Nana Mambéré, Ouham Pendé et Ouaka reçoivent une assistance pour les cantines scolaires.

Besoins non couverts & Contraintes:

- Selon les données du Ministère de l'Éducation, 45 pour cent des écoles restent fermées en RCA.
- Au centre du pays (préfecture de la Nana-Gribizi et de la Kemo), seulement 6 pour cent des écoles ont rouvert. En raison de l'insécurité, la plupart des enseignants dans cette région, ne viennent pas au travail.
- À ce jour, le cluster est financé à 4,5 pour cent seulement.
- Les mouvements de population rendent difficiles l'organisation d'une éducation structurée et les activités de protection de l'enfance.



Cluster moyens de subsistance et stabilisation communautaire

Besoins:

- Des activités de guérison communautaire pour restaurer la cohésion sociale et réduire les tensions communautaires dans le pays.
- Des initiatives communautaires pour relancer l'économie locale et créer des emplois temporaires, principalement pour les jeunes.
- Plus de ressources pour soutenir la société civile et l'administration publique, intégrant la réhabilitation des services liés à la gouvernance de la communauté locale et la restauration des relations sociales, la citoyenneté et le respect des biens publics.

Réponse :

- Pour contribuer à la réduction des tensions communautaires, plusieurs initiatives sont en cours dans certaines régions prioritaires dans le pays. DRC a soutenu une campagne publique organisée par le comité pour la cohésion sociale au quartier Nguito dans le 7^{ème} arrondissement de Bangui. Environ 400 personnes y ont assisté, dont 150 femmes, 100 enfants et 150 hommes. Les sketches se sont focalisés sur la meilleure façon de gérer la haine et les conflits qui se posent, et le droit des musulmans à appeler les autres à la prière. Les membres du comité ont organisé une sculpture humaine symbolisant l'unité et les témoignages reçus des résidents sur leur contribution à la cohésion sociale dans leur quartier.
- Grâce aux communautés sécurisées connectées, l'équipe du projet de CRS a organisé des séries d'ateliers de guérison de traumatismes pour les chefs religieux. Ces dirigeants aideront les personnes dans les communautés, qui ont été terrorisées par l'armée de résistance du seigneur (LRA) dans le sud-est de la RCA.
- Search for Common Ground (SFCG) a organisé une formation de cinq jours sur le journalisme sensible en situation de conflit et la gestion de la rumeur, où 16 femmes journalistes y ont participé à Bangui. Ces journalistes sont membres de l'association des femmes professionnelles de la communication et travaillent avec SFCG pour promouvoir la voix des femmes dans le média en RCA. SFCG a formé les journalistes sur la façon de traiter l'information en période de conflit, le rôle d'un journaliste au cours d'une crise et la façon de gérer les rumeurs.

2,4 millions

de personnes vulnérables ciblées en 2014 sur les 3 millions en besoin d'assistance.

- 60 millions de dollars requis
- 1,7 millions (2,8 % du financement requis)
- 58,3 millions de dollars (besoins restants)

Besoins non couverts & Contraintes:

- Le financement est insuffisant pour créer des emplois temporaires aux jeunes à travers les initiatives d'argent-contre-travail, et de soutenir les activités génératrices de revenus et les efforts communautaires pour réduire les tensions. La restauration de la cohésion sociale reste un impératif pour faciliter les opérations dans tout le pays.
- L'insécurité entrave les activités dans certaines régions à l'intérieur et à l'extérieur de Bangui.



Logistiques

Besoins:

- Les organisations humanitaires ont besoin d'assez de fournisseurs de services fiables pour transporter par la route les approvisionnements dans le pays afin de maintenir les opérations.

- En raison de l'insécurité hors de Bangui et le long des routes, les services aériens sont indispensables pour soutenir les opérations humanitaires. Le personnel humanitaire a besoin d'un accès sécurisé aux sites de projets et de transporter des articles vitaux tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Réponse:

- UNHAS se réunit avec les entreprises pour négocier les parts d'une grande livraison du kérosène qui devrait arriver à Bangui dans les deux prochaines semaines.
- Huit nouveaux assistants centrafricains sont formés en sécurité opérationnelle, la préparation de la piste d'atterrissage, les procédures d'établissement de rapports et la disposition des passagers. Ces recrues seront immédiatement opérationnels pour servir la majorité des destinations UNHAS dans le pays.
- Les informations actualisées sur les vols UNHAS et le cluster logistique, sont disponibles sur le site web du cluster logistique: <http://logcluster.org/ops/caf13a>

Besoins non couverts & Contraintes:

- La faiblesse des infrastructures et l'insécurité le long des routes principales restent un défi logistique entravant la chaîne logistique humanitaire.
- La saison des pluies rend difficile les opérations, de même que les conditions de la route s'aggraveront et prolongeront le temps de transport.
- Le nombre de fournisseurs locaux de services a diminué à cause de la situation du pays.
- Le tronçon sur Garoua Boulai-, qui est le principal point d'entrée du Cameroun, a eu un impact sur la fourniture de produits humanitaires.
- La perturbation dans la fourniture du kérosène n'est pas encore résolue.



Télécommunications d'Urgence

Besoins:

- Établir le fonctionnement permanent (24/7) des centres de communication (COMCEN) dans toutes les zones opérationnelles communes, comme le recommandent les normes minimales de sécurité opérationnelle du pays (C-MOSS).

Réponse:

- Le cluster de télécommunication d'urgence (CTU) a programmé deux canaux supplémentaires pour les ONG à Bangui. Les canaux ont été testés et contrôlés avant d'être partagés avec les ONG.
- Un personnel informatique du PAM a été déployé sur le terrain cette semaine.
- Toutes les informations TCU sont disponibles à l'adresse: <http://ictemergency.wfp.org/web/ictopr/emergencies2013/central-african-republic>

Besoins non couverts & Contraintes:

- L'absence de compounds sécurisés et/ou de locaux de bureaux adéquats dans certains endroits opérationnels (Bambari, N'Délé et Kaga Bandoro) empêche l'installation d'équipements TCU et le déploiement de services.
- En dehors de Bangui, le manque d'opérateurs radio et la situation sécuritaire entravent le plein respect des exigences C-Moss pour les centres de communications. Des recrutements prévus sont retardés en raison de contraintes de financement.
- La situation financière reste critique: la TCU et l'opération du cluster logistique sont financées à 35 pour cent seulement. Un financement supplémentaire est nécessaire pour maintenir les opérations à leur niveau actuel.

10.2 millions de dollars

Requis pour soutenir les interventions d'urgence en 2014.

- 9,83 millions de dollars (96 % de besoins couverts)
- 0,37 millions de dollars (besoins restants)

1,9 millions de dollars

Requis pour soutenir les réponses humanitaires en 2014.

- 0,67 million de dollars (35 % de besoins couverts)
- 1,24 million de dollars (besoins restants)

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

François Goemans, Chef du bureau goemans@un.org, Tel: +236 70 73 87 30

John James, Chef des unités Information publique et Gestion de l'Information, calvinjames@un.org, Tel : +236 70 85 75 90

Laura Fultang, Chargée d'Information publique, fultangl@un.org, Tel: +236 70 18 80 64

Pour plus d'informations, veuillez-vous rendre sur www.unocha.org; www.reliefweb.int